

H34Terre solidaire et développement : des pays et des hommes
La famine frappe le Soudan du Sud en pleine guerre civile

Bénédicte Fiquet du CCFD-Terre Solidaire a fait paraître une note particulièrement dramatique, rappelant que, le 20 février 2017, l'état de famine a été déclaré au Soudan du Sud. « Moissons incendiées, champs désertés et routes coupées : la situation ne cesse de s'aggraver, conséquence d'une guerre civile dramatique. Dans un contexte où, selon un rapport des Nations Unies, au moins la moitié du budget du pays serait consacré à l'achat d'armes, cette déclaration de l'état de famine au Soudan du Sud, faite par l'ONU, signifie que, depuis cette date, de nombreuses personnes meurent déjà de faim. Au Nord, dans les zones où se concentrent les combats, près des gisements pétroliers, les familles ont perdu leur bétail et leurs outils agricoles. Au Sud, les provinces d'Equatoria qui constituaient le grenier du pays ne sont pas épargnées. Les soldats ont brûlé une partie des récoltes, les cultivateurs désertent les champs pour fuir les exactions, et les produits ne circulent plus...

Selon l'ONU, 100 000 personnes sont actuellement confrontées à une situation de famine et 45% de la population, soit 5 millions de personnes, nécessitent une aide alimentaire, nutritionnelle et agricole d'urgence. L'espoir de paix suscité par l'accession du Soudan du Sud à l'indépendance en 2011 aura été de courte durée. Un défi qui était immense à relever pour une des populations les plus pauvres de la planète dont la moitié a moins de 17 ans. Le pays dispose pourtant d'environ 30 millions d'hectares propices aux cultures vivrières et commerciales, mais seules 5% de ces terres sont cultivées. Administration et infrastructures : tout était à construire. Mais les défis immenses exigeaient l'unité nationale pour être relevés, dans une population dont le taux d'alphabétisation est seulement de 27%. Depuis 1955, des générations entières du Soudan du Sud n'auront connu que la loi des armes avec son lot de pillages, de viols et d'exécutions les plus atroces... Le pays est plongé aujourd'hui

dans sa troisième guerre civile. Trois millions de personnes déplacées. Et 80 000 morts : bilan officiel de la guerre en cours, que certains estiment devoir être à multiplié en réalité par 4, pour cause d'épuisement, de maladies et de faim ». C'est le résultat d'un conflit depuis fin 2013 entre un vice-président limogé -Riek Machar- et le président Salva Kiir qui refuse l'organisation d'élections. Et ces guerres qui sévissent dans les différentes régions du pays ont pour mobiles communs l'accaparement du pouvoir et des richesses (en particulier celles issues de minerais et du pétrole) au profit d'une petite élite qui instrumentalise les ressorts religieux ou identitaires.

Le CCFD-Terre Solidaire travaille depuis plusieurs années avec l'*Association de Coopération et de Recherche pour le Développement*, dont le projet, aussi bien au Tchad, en République Centrafricaine qu'au Soudan du Sud, tous meurtris par de longues années de conflit, est d'accompagner les initiatives locales en faveur du développement et de la résilience. Mais au Soudan du Sud la situation est devenue si grave qu'elle a forcé les partenaires locaux à réorienter leurs actions. Atténuer l'intensité de la crise alimentaire, empêcher qu'elle ne se propage, et plus globalement mettre fin à ce chaos meurtrier s'imposent désormais comme une priorité. L'O.N.G. « ACORD » se concentre sur le quotidien des réfugiés et des déplacés internes, en poursuivant notamment la distribution d'outils et de semences aux foyers les plus vulnérables ; l'accès à l'eau potable et aux services sanitaires ; et la formation des moniteurs agricoles et des agents de l'État. Avec la Caritas et Justice et Paix du Sud Soudan, il s'agit de répondre aux besoins immédiats d'une population dénuée de tout. Les Églises catholiques et protestantes restent un trait d'union essentiel entre les habitants, et parmi les seules structures encore debout. Par notre intérêt et notre participation financière, il convient, bien sûr, de les soutenir.

Jean-Michel Lastennet, RCF 29, 15/05/2017